ASSEMBLÉE NATIONALE

30 avril 2016

MAGISTRATS ET CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE - (N° 3200)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL55

présenté par
le Gouvernement

ARTICLE 35

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« VII. - À la date d'entrée en vigueur de la présente loi organique, les magistrats régis par le I de l'article 164 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 poursuivent leurs activités non-juridictionnelles, sauf à avoir présenté une demande visant à exercer une fonction juridictionnelle, conformément à l'article 79-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature dans sa rédaction résultant de la présente loi organique. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de prévoir le maintien en juridiction des magistrats actuellement réservistes à la date de l'entrée en vigueur de la loi organique intégrant désormais ce dispositif dans l'ordonnance statutaire.